

Classement mondial 2010

L'Europe tombe du piédestal, pas de répit dans les dictatures

«Pour sa neuvième édition, le classement annuel de la liberté de la presse révèle d'heureuses surprises, rend compte de sombres réalités et confirme des tendances. Plus que jamais, nous observons que développement économique, réformes des institutions et respect des droits fondamentaux ne vont pas forcément ensemble. La défense de la liberté de la presse est, et restera toujours, un combat, combat de la vigilance dans les démocraties de la vieille Europe, combat contre l'oppression et pour la justice dans les régimes totalitaires qui parsèment encore le globe. Il convient de saluer, d'un côté, les moteurs de la liberté de la presse, Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse en tête et, de l'autre, de rendre hommage à la détermination des militants des droits de l'homme, journalistes, blogueurs, qui par le monde défendent avec vaillance le droit de dénoncer, et dont le sort occupe toujours nos pensées. Nous réitérons nos appels à la libération de Liu Xiaobo, symbole du bouillonnement, pour l'instant contenu par la censure, de la liberté d'expression en Chine, et nous mettons en garde les autorités chinoises qui risquent de s'enfoncer dans une impasse», a déclaré Jean-François Julliard, à l'occasion de la publication du classement mondial de la liberté de la presse par Reporters sans frontières, le 20 octobre 2010.

«Il est inquiétant de constater que plusieurs Etats membres de l'Union européenne continuent de perdre des places dans le classement. Si elle ne se ressaisit pas, l'Union européenne risque de perdre son statut de leader mondial dans le domaine du respect des droits de l'homme. Comment pourra-t-elle alors se montrer convaincante lorsqu'elle demandera aux régimes autoritaires de procéder à des améliorations ? Il est urgent que les pays européens retrouvent leur statut d'exemplarité.

À l'autre bout du classement, nous sommes préoccupés par le raidissement de certains

gouvernements. Le Rwanda, le Yémen et la Syrie ont rejoint la Birmanie et la Corée du Nord dans le carré des pays les plus répressifs de la planète envers les journalistes. Cette tendance n'augure rien de bon pour l'année 2011. La tendance n'est malheureusement pas à l'amélioration dans les pays les plus autoritaires», a ajouté Jean-François Julliard.

L'Union européenne perd son statut de leader

Reporters sans frontières a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude face à la dégradation de la situation de la liberté de la presse dans l'Union européenne. Le classement 2010 confirme ce constat. Sur les vingt-sept pays membres de l'UE, treize pays se trouvent dans les vingt premiers. Quatorze pays sont sous la vingtième place et certains se retrouvent même très bas dans le classement : Grèce (70e), Bulgarie (70e), Roumanie (52e), Italie (49e). L'Union européenne n'est pas un ensemble homogène en matière de liberté de la presse. Au contraire, l'écart continue de se creuser entre les bons et les mauvais élèves.

Plusieurs pays démocratiques où Reporters sans frontières avait signalé un certain nombre de problèmes ne connaissent aucune progression. Il s'agit, en premier lieu, de la France et de l'Italie où incidents et faits marquants ont jalonné l'année en cours, confirmant leur incapacité à renverser la tendance : violation de la protection des sources, concentration des médias, mépris et même impatience du pouvoir politique envers les journalistes et leur travail, convocations de journalistes devant la justice.

L'Europe du Nord toujours en tête

Cette année encore, plusieurs pays se partagent la première place : Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Ils ont déjà oc-



Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



cupé la première place du classement depuis sa création en 2002. La Norvège et l'Islande ont toujours été premiers du classement, sauf en 2006 pour le premier et en 2009 pour le second. Ces six pays montrent l'exemple en respectant les journalistes et les médias mais également en les protégeant face à la justice.

Ils continuent même à progresser, comme l'Islande qui a proposé un projet de loi exemplaire et unique au monde en la matière : « Initiative islandaise pour les médias modernes » (IMMI, Icelandic Modern Media Initiative). Un pays comme la Suède se distingue par son cadre légal (l'Acte sur la liberté de la presse) particulièrement favorable à l'exercice du métier de journaliste, la force de ses institutions et le respect des contre-pouvoirs, dont la presse, dans le bon fonctionnement de la démocratie.

Dix pays où il ne fait pas bon être journaliste

Si les années précédentes, Reporters sans frontières pointait le doigt sur le trio infernal, Erythrée, Corée du Nord, Turkménistan, les mauvais élèves forment, cette année, un groupe plus large de 10 pays, dont les écarts entre eux sont plus resserrés, marqués par les persécutions contre la presse et l'absence totale d'informations. La situation de la liberté de la presse n'en finit pas de se détériorer et il devient de plus en plus difficile de les distinguer les uns des autres et d'établir une hiérarchie. En 2010, l'écart de points entre les dix derniers pays est de 24,5 alors qu'il était de 37,5 points en 2009 et de 43,25 points en 2007.

A noter que pour la première fois depuis la création du classement annuel en 2002, Cuba ne fait pas partie des dix derniers. Cette progression est principalement due à la libération de 14 journalistes et 22 militants pendant l'été 2010. La situation sur place, cependant, n'évolue guère, la censure et l'oppression étant toujours le quotidien des dissidents politiques et des professionnels de l'information.

La Birmanie, où une élection parlementaire doit se tenir en novembre prochain, n'offre aucun espace de liberté et répond, aux rares tentatives d'informer, par la prison et les travaux forcés.

Il faut enfin souligner que plusieurs pays ouvertement en guerre, théâtres d'un conflit lar-

vé ou d'une guerre civile (Afghanistan, Pakistan, Somalie, Mexique) voient des situations de chaos se pérenniser, s'ancrer une culture de la violence et de l'impunité où la presse est une cible privilégiée. Dans ces pays, parmi les plus dangereux au monde, les journalistes sont directement visés par les belligérants, comme le montre la prise d'otage de Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière, retenus en Afghanistan depuis maintenant 300 jours.

Croissance économique ne vaut pas liberté de la presse

Si le développement économique des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) est assez semblable, le classement 2010 a révélé une importante disparité des situations de la liberté de la presse. Le Brésil (58e), qui jouit d'une évolution législative favorable, progresse de 13 places par rapport à 2009 tandis que l'Inde chute de 17 places et se retrouve en 122e position. La Russie, particulièrement meurtrière l'année précédente, occupe toujours une place médiocre (140e). La Chine, quant à elle, même si elle connaît une blogosphère d'une étonnante vitalité et de plus en plus mobilisée, continue de censurer, d'emprisonner les voix dissidentes, et stagne à la 171e place. Ces quatre pays endossent désormais les responsabilités des puissances émergentes et doivent tenir leurs obligations dans le domaine des droits fondamentaux.

De très fortes chutes

Philippines, Ukraine, Grèce et Kirghizstan voient leur position dans le classement se dégrader fortement. Aux Philippines, le massacre d'une trentaine de journalistes commandité par un baron local ; en Ukraine, la lente et sûre détérioration de la liberté de la presse depuis l'élection de Viktor Ianoukovitch en février 2010 ; en Grèce les troubles politiques et les violences subies par plusieurs journalistes, et au Kirghizstan, la campagne de haine ethnique dans un contexte de confusion politique expliquent ces fortes chutes dans le classement.

Les évolutions sont malheureusement souvent en trompe-l'œil. Certains pays dont la position dans le classement s'améliore nettement après une année 2009 difficile, voire désastreuse. C'est le cas, par exemple du Gabon (+22), de la Corée du Sud (+27) ou de la Guinée-

Reporters sans frontières
assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Afrique



Cinquante ans après les indépendances, les journalistes africains doivent poursuivre le combat pour leur liberté

La Corne toujours meurtrie, Le Soudan et le Rwanda plombés par la censure, le Cameroun endeuillé par un décès en détention

Pour le cinquantenaire de l'indépendance de nombreux États africains, l'année 2010 devait être celle des célébrations. Les journalistes du continent n'ont pourtant pas été à la fête. En matière de liberté de la presse, si la Corne de l'Afrique reste la zone la plus meurtrie, la région des Grands Lacs et l'Afrique de l'Est ont enregistré des reculs inquiétants.

Pour la quatrième année consécutive, **l'Erythrée** (178^e) figure au dernier rang de ce classement mondial. Au moins trente journalistes et quatre collaborateurs de médias sont emprisonnés, tenus au secret dans des conditions effroyables, sans droit à un procès, et sans qu'aucune information filtre sur leur situation. Les employés des médias publics, les seuls tolérés dans le pays, n'ont d'autre choix que d'obéir aux ordres du ministère de l'Information ou de fuir le pays. La presse étrangère n'est pas la bienvenue. En **Somalie** (161^e), la guerre civile opposant le gouvernement de transition et les milices islamistes armées n'épargne pas les médias et fait régulièrement des victimes parmi les journalistes. Petit à petit, Al-Shabaab et Hizb-Al-Islam prennent le contrôle de radios indépendantes et les utilisent pour la diffusion de leur propagande religieuse et politique.

Au Soudan (172^e), la levée temporaire de la censure préalable sur la presse écrite

n'a été qu'un écran de fumée. Le pays perd cette année vingt-quatre places. Il devient le deuxième pays africain le moins bien classé, en raison de la répression qui s'est abattue sur le quotidien d'opposition *Rai-al-Chaab*, avec la suspension du journal et l'emprisonnement de cinq de ses employés, mais surtout du retour de la surveillance d'État sur les publications écrites, rendant presque impossible le traitement de sujets d'importance comme le futur référendum sur l'indépendance du sud du pays. **Le Rwanda** (169^e), où le chef de l'État Paul Kagame a été réélu dans des conditions de transparence fort contestables, perd quant à lui douze places et est désormais le troisième pays africain le moins bien classé. La suspension des principales publications indépendantes, le climat de terreur entourant l'élection présidentielle et l'assassinat, à Kigali, du rédacteur en chef adjoint d'*Umuwugizi*, Jean-Léonard Rugambage, sont à l'origine de cette chute. Dans des proportions presque comparables à la Somalie, le Rwanda se vide de ses journalistes, lesquels fuient par peur de la répression.

La surveillance imposée sur la presse et la dégradation du climat pour les journalistes autour des élections de mai 2010 expliquent que **l'Éthiopie** (139^e) reste un pays mal classé. Pour la violence qui s'abat sur les journalistes et les arrestations arbitraires de la part de la police ou des services de renseignements, le **Nigéria** (145^e) et **la République démocratique du Congo** (148^e) restent bien ancrés dans le dernier tiers du classement.

Le recul de dix places enregistré par **l'Ouganda** (96^e) est mesuré, mais les assassinats de

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 76
Fax : 33 1 45 23 11 51
afrique@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org



Afrique

deux journalistes en septembre 2010 et la multiplication récente de cas d'agressions et d'arrestations de professionnels des médias nourrissent de très fortes inquiétudes sur le climat dans lequel travaillera la presse à l'approche des élections de 2011. Plombé par le décès en prison du journaliste Bibi Ngota et le maintien en détention provisoire de deux de ses confrères, **le Cameroun** (129^e) perd 20 places. **La Côte d'Ivoire** (118^e) perd également quelques places, en raison notamment du harcèlement contre certains médias comme *L'Expression* ou *le Nouveau Courrier d'Abidjan*, et de la suspension temporaire de *France 24* en février.

En 2009, **le Niger** (désormais 104^e) et **la Gambie** (125^e) étaient au coude à coude, payant au prix fort le comportement prédateur de leurs chefs d'État, Mamadou Tandja et Yahya Jammeh. Depuis le renversement de son Président, en février 2010, le climat pour la presse au Niger s'est nettement amélioré, expliquant la progression de 35 places. Ce pays en transition reste cependant marqué par l'incertitude, comme **la Guinée** (113^e), qui perd 13 places à cause des événements meurtriers du 28 septembre 2009, mais où l'espoir demeure de voir s'installer de nouvelles autorités garantissant le respect de la liberté de la presse.

Après des années 2008 et 2009 difficiles, **le Kenya** (70^e) retrouve une place honorable. De même, **le Tchad** (112^e) s'éloigne des mauvaises heures de l'instauration de l'état d'urgence en 2008, même si la liberté octroyée à la presse reste insuffisante. **L'Angola** (104^e) figure à une position acceptable, mais l'assassinat, encore non élucidé, d'un journaliste de *Radio Despertar*, en septembre 2010, noircit le tableau.

Le Gabon (107^e) et **Madagascar** (116^e), qui avaient enregistré de fortes chutes en 2009, regagnent logiquement des places, la tension étant retombée d'un cran. A Madagascar cependant, les autorités de la transition doivent montrer davantage de respect pour la presse en cessant d'emprisonner des journalistes comme ceux de *Radio Fahazavana* ou de suspendre des médias. Comme l'an passé, **le Zimbabwe** (123^e) progresse lentement. Le retour de quotidiens indépendants constitue une avancée pour l'accès de la population à l'information, mais la situation est encore très fragile.

Enfin, le peloton de tête s'élargit puisque deux États africains font leur entrée dans les cinquante pays les plus respectueux de la liberté de la presse : **la Tanzanie** (41^e place), malgré la persistance de sujets tabous tels que l'albinisme, et **le Burkina Faso** (49^e), même si 12 ans après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, justice n'a toujours pas été rendue.

Au sein de ce groupe de tête cependant, les positions changent. **La Namibie** (21^e) reprend la première place du continent, tandis que **le Cap-Vert** (26^e) se hisse à hauteur du **Ghana** (26^e) et du **Mali** (26^e). **L'Afrique du Sud** (38^e) recule cette année de cinq places, à cause de plusieurs agressions de journalistes pendant la Coupe du Monde de football, mais surtout en raison du comportement des autorités du Congrès national africain (ANC, parti au pouvoir) vis-à-vis de la presse. Le 8 avril dernier, Julius Malema, leader de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, avait expulsé de sa conférence de presse le correspondant de la *British Broadcasting Corporation* (BBC), Jonah Fisher, le traitant de «bâtard» et de «sale agent». Par ailleurs, les autorités envisagent d'adopter deux projets mettant en danger la liberté de la presse, à savoir la création d'un tribunal des médias et une réforme de la loi sur l'information.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 76
Fax : 33 1 45 23 11 51
afrique@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org

Amériques



Percées notables en Amérique centrale, le Brésil rejoint les hauteurs

Après **le Honduras** en 2009, plombé comme jamais par les conséquences du coup d'État sur la liberté d'informer, les évolutions les plus spectaculaires de l'année concernent trois autres pays d'Amérique centrale. L'assassinat de Christian Poveda, le 2 septembre 2009, soit à l'entame de la période prise en compte, aurait logiquement dû précipiter **le Salvador** vers le bas du classement. L'inverse s'est pourtant produit en raison des efforts engagés et des résultats obtenus par le gouvernement de Mauricio Funes contre l'impunité dans cette affaire. Même si les médias, en particulier communautaires, ne sont pas à l'abri des menaces, l'absence d'agressions ou d'actes de censure graves propulse ce pays réputé dangereux à un rang enviable. Une tendance positive se dessine également au **Guatemala**, qui ne compte cette fois aucun tué, contrairement aux années précédentes.

Le Panama suit un mouvement inverse, dans une atmosphère de plus en plus tendue entre la presse et les autorités. Trois épisodes graves expliquent cette chute brutale. Tout d'abord la détention, à la fin du mois de juin et pendant dix-neuf jours, du journaliste retraité Carlos Nuñez, au motif d'une condamnation pour "diffamation" et "injure" vieille de douze ans et dont il n'avait même pas connaissance. Ensuite, les mauvais traitements infligés en cellule à un photographe interpellé pour un cliché anodin. Enfin, les menaces, assorties d'une procédure d'expulsion, dont a fait l'objet le journaliste espagnol Paco Gómez Nadal, éditeur critique et défenseur de la cause indigène. Pendant ce temps, **le Costa Rica** voisin tient toujours son rang de pays latino-américain le mieux classé. Plus au Nord, **Etats-Unis** (50 États de l'Union) et **Canada** restent aux premières places du continent mais après une

vingtaine d'autres pays. Le premier bilan de l'administration Obama en matière d'accès à l'information s'annonce décevant.

Le Honduras ferme la marche en Amérique centrale avec un bilan humain comparable, au Nord, à celui du **Mexique**, qui le devance pourtant de peu, mais suivi, au Sud, par la **Colombie**, où les ravages du scandale du DAS s'ajoutent à deux assassinats (dont un au mobile professionnel confirmé). Toujours tendue en **République dominicaine**, où il ne fait pas bon traiter de la corruption et du narcotrafic, la situation redevient critique dans les pays andins. **Bolivie** et **Équateur** reculent à nouveau en raison des violences, intimidations et blocages qu'entretient un fort climat de polarisation politique médiatique. La situation affecte autant la presse publique que privée. Le **Pérou** perd encore davantage de place, en raison d'un lot d'agressions toujours très élevé mais aussi de censures ordonnées en haut lieu et d'abus de procédures contre la presse. Les mêmes facteurs expliquent la nouvelle plongée du **Venezuela**, où l'accaparement du réseau audiovisuel hertzien par le pouvoir et l'usage immodéré des "cadenas" (messages ou allocutions de caractère public) présidentielles laissent une faible marge au pluralisme.

Cuba reprend quelques places avec la vague de libération de dissidents – en particulier du printemps noir de mars 2003 – débutée en juillet 2010. A ce jour, cinq journalistes demeurent emprisonnés dans le seul État du continent qui ne reconnaît aucune presse indépendante. Si le régime a lâché du lest en faveur de ses prisonniers politiques en contrepartie d'un exil forcé, il ne cède toujours rien sur les libertés publiques.

Problèmes persistants au Sud

Quelques problèmes persistants – surconcentration des médias, inégalités économiques,

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 68
Fax : 33 1 45 23 11 51
americas@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org



Amériques

tensions locales, poursuites judiciaires en sur-nombre, restrictions de couverture – se partagent dans les autres pays. Aux progressions déjà observées dans le Cône Sud (**Argentine**, **Chili**, **Paraguay** et **Uruguay**) s'ajoute cette fois celle du Brésil. Le géant d'Amérique latine doit sa meilleure place à une diminution des faits de violence graves qui minaient jusqu'alors certaines régions et à des gages de lutte contre l'impunité dans certaines affaires. Il la doit aussi à des évolutions législatives favorables en matière d'accès à l'information et de liberté éditoriale, comme la réaffirmation du droit à la caricature en période électorale. **Le Brésil** compte, enfin, l'une des communau-

tés d'internautes les plus actives du monde. La situation y serait encore meilleure si les mesures de censure préventive ne venaient frapper certains médias.

En terre anglophone, seul le **Guyana** connaît un recul significatif, dû à des relations souvent difficiles entre la presse et la présidence, mais aussi à un monopole de l'État sur la radio. Il est légèrement devancé par les six îles de l'Organisation des États de la Caraïbe de l'Est (**OECS**), qui font leur entrée au classement à un rang commun, juste après **Haïti** où les médias jouent leur survie dans la reconstruction, après le séisme du 12 janvier 2010.

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 68
Fax : 33 1 45 23 11 51
ameriques@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org

Asie-Pacifique



Les régimes communistes asiatiques toujours au dernier rang

Les quatre régimes communistes d'Asie, **la Corée du Nord** (177^e), **la Chine** (171^e), **le Viêt-Nam** (165^e) et **le Laos** (168^e), se trouvent dans les quinze derniers pays du classement mondial de la liberté de la presse 2010. Juste devant l'Érythrée, la Corée du Nord, enfer totalitaire, n'a connu aucune amélioration. Bien au contraire, dans un contexte de succession engagée par Kim Jong-il en faveur de son fils, la répression s'est faite encore plus implacable. La Chine, malgré le dynamisme des médias et d'Internet, reste en mauvaise position, en raison de la censure et de la répression incessantes, notamment au Tibet et au Xinjiang. Au Laos, ce n'est pas tant la répression qui plombe ce petit pays d'Asie du Sud-Est, mais le contrôle politique du parti unique sur tous les médias. En revanche, au Viêt-Nam, le Parti communiste, qui doit bientôt tenir son Congrès, par sa chasse ouverte contre la liberté de parole, est responsable de ce classement plus que médiocre.

Parmi les trente derniers pays du classement de Reporters sans frontières, on retrouve dix nations asiatiques, notamment la **Birmanie**, où la junte militaire a décidé que le système de censure préalable sera maintenu malgré la tenue des élections générales de novembre.

L'Inde et la Thaïlande chutent en raison de graves violences

La violence politique a conduit à des dégringolades très préoccupantes. La **Thaïlande** (153^e), où deux journalistes ont été tués et plus d'une quinzaine d'autres blessés en couvrant la répression par l'armée du mouvement des «chemises rouges» à Bangkok, a perdu 23 places. Tandis que **l'Inde** se retrouve à la 122^e place (- 17 rangs) en

raison notamment de violences très graves au Cachemire. **Les Philippines** perdent 34 places suite au massacre de plus de trente reporters par les partisans d'un gouverneur de l'île de Mindanao. Malgré quelques procès de meurtriers de journalistes, l'impunité prévaut. En Asie du Sud-Est également, **l'Indonésie** (117^e) n'arrive pas à passer en dessous de la barre symbolique des 100 premiers, malgré le développement remarquable des médias. Deux journalistes y ont été tués et plusieurs autres menacés de mort, notamment pour des reportages sur l'environnement. **La Malaisie** (141^e), **Singapour** (136^e) et le **Timor-Leste** (93^e) sont à la baisse. En résumé, la répression ne s'est pas apaisée dans les pays de l'ASEAN, malgré l'adoption récente d'une Charte sur les droits de l'homme.

En **Afghanistan** (147^e) et au **Pakistan** (151^e), les groupes islamistes armés portent une très grande responsabilité dans le piteux classement de leur pays. Les attentats-suicides et les enlèvements rendent l'exercice du métier de journaliste de plus en plus risqué dans cette zone d'Asie du Sud. Mais l'Etat n'est pas en reste avec des arrestations parfois aux allures de kidnappings visant des journalistes d'investigation.

Les démocraties asiatiques gagnent des places

Les pays d'Asie-Pacifique peuvent aussi se montrer exemplaires. **La Nouvelle-Zélande** est dans les dix premiers, et **le Japon** (11^e), **l'Australie** (18^e) et **Hong Kong** (34^e) sont bien placés. Deux autres démocraties asiatiques, **Taïwan** et la **Corée du Sud**, ont regagné plusieurs places, respectivement 11 et 27, après des dégradations notables dans le classement 2009. Même si des problèmes persistent, comme celui de l'indépendance éditoriale des médias publics, les arrestations et les violences ont cessé.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 70
Fax : 33 1 45 23 11 51
asie@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org



Asie-Pacifique

Des pays en développement tirent également leur épingle du jeu, notamment **la Mongolie** (76^e) ou les **Maldives** (52^e). Les autorités se montrent généralement respectueuses de la liberté de la presse, avec par exemple, une décriminalisation des délits de presse aux Maldives.

On peut noter, dans ce classement, des améliorations en trompe-l'œil. **Les Fidji** (149^e) gagnent trois places, bien que le gouvernement ait fait passer une nouvelle loi liberticide sur la presse. L'année 2009 avait été tellement dramatique avec la présence de militaires dans les rédactions, que l'année 2010 ne pouvait être qu'un peu plus tranquille. **Le Sri Lanka** (158^e) gagne quatre places, car on

y recense moins d'incidents, mais la capacité des médias à s'imposer comme un contre-pouvoir tend à s'amenuiser, en raison de l'exil de dizaines de journalistes.

Dans ce classement des violations de la liberté de la presse, l'Asie est, cette année encore, mal placée. Quand la presse est libre, elle doit trop souvent affronter la violence d'acteurs non étatiques. Quand elle vit sous la coupe d'un régime autoritaire, elle est contrainte à la censure et à l'autocensure. C'est pour avoir dénoncé cette situation que l'intellectuel chinois Liu Xiaobo a été condamné à onze ans de prison. Un combat qui a heureusement été récompensé par le prix Nobel de la paix. Un espoir nouveau en Asie-Pacifique.

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 70
Fax : 33 1 45 23 11 51
asia@rsf.org -
Plus d'informations :
www.rsf.org

Europe et ex- URSS



**L'Asie centrale, la Turquie
et l'Ukraine inquiètent
alors que le modèle
européen se fragilise.**

Déjà dénoncés dans l'édition 2009 du classement mondial, l'activité législative souvent liberticide de certains Etats membres de l'Union européenne et la recrudescence des procès intentés par les responsables politiques contre la presse fragilisent de plus en plus le modèle européen de défense de la liberté d'expression, décrédibilisant au passage sa politique extérieure et la portée universelle de ses valeurs.

L'Irlande punit toujours le blasphème de 25 000 euros d'amende. **La Roumanie** considère désormais la presse comme une menace pour la sécurité nationale et entend en contrôler légalement le travail.

En Italie, où une dizaine de journalistes vivent toujours sous protection policière, seule la ténacité d'une mobilisation nationale de la presse - sans précédent - a eu raison du projet de loi visant à interdire la publication du contenu des écoutes téléphoniques, une des bases de la chronique judiciaire et du journalisme d'investigation. Si **le Royaume-Uni** bénéficie toujours d'une presse libre de qualité, ses lois sur la diffamation offrent une base à des procès en série intentés par les censeurs de tous horizons. En plus d'être contre-productives, toutes ces actions compliquent la mission de ceux qui, hors de l'UE, essayent d'obtenir la dépénalisation des délits de presse.

Les chefs de gouvernement européens comme leurs collègues parlementaires se distinguent par un recours de plus en plus systématique au procès contre les organes de presse ou les journalistes. Ces derniers essuient au passage les insultes auxquelles les responsables politiques se laissent de plus en plus souvent

aller dans leurs déclarations, suivant en la matière l'exemple déplorable des prédateurs de la liberté de la presse et oubliant les obligations morales que leur confèrent leurs mandats publics. En **Slovénie**, l'ancien Premier ministre fait ainsi concurrence à Silvio Berlusconi et à Robert Fico, en réclamant pas moins de 1,5 million d'euros à un journaliste dénonçant les irrégularités qui entachent une partie des marchés publics. En France, la majorité présidentielle n'a pas trouvé de mots assez durs pour qualifier les journalistes qui ont enquêté sur l'affaire Woerth/Bettencourt. La palme de l'ingérence politique revient au gouvernement grec qui, imitant la plupart des Etats censeurs, est allé jusqu'à exiger de son homologue allemand qu'il s'excuse pour la une que le magazine Stern avait consacré à la crise économique en Grèce.

Parmi les baisses les plus significatives dans l'Europe des 27, **la Bulgarie** continue sa dégringolade et émerge, en compagnie de **la Grèce**, à la soixante-dixième place, la plus mauvaise pour les pays membres de l'UE. **La France** (44^e) et **l'Italie** (49^e), toujours confrontées à des immixtions importantes du pouvoir politique dans l'activité des médias, confirment leur statut de « cancras » des pays fondateurs de l'UE. Si l'on accueille avec un soulagement prudent la baisse de l'activisme de l'ETA à l'encontre de la presse en Espagne (39^e), on ne peut en revanche que s'inquiéter de la condamnation à 21 mois de prison et à l'interdiction d'exercer leur profession qui a frappé le directeur de la radio privée **Cadena SER**, **Daniel Anido**, et du directeur de l'information, **Rodolfo Irago**.

Au Danemark (11^e) comme en **Suède** (1), la liberté de la presse se porte plutôt bien, mais les tentatives d'assassinat contre les caricaturistes Kurt Westergaard et Lars

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 67
Fax : 33 1 45 23 11 51
europe@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

Vilks ouvrent la porte à une autocensure jusqu'ici peu présente, sur fond de montée de l'extrémisme et du nationalisme. **La Slovaquie** (35^e), qui est sortie de l'ère tumultueuse de l'ancien Premier ministre Robert Fico est désormais sous observation, alors que parmi les Etats baltes, **la Lettonie** (30^e) vit un curieux retour à la violence et à la censure en période électorale. Même fragilisée, l'Union européenne reste l'une des rares zones où la presse peut exister dans des conditions acceptables. Le Parlement européen, pourtant légitimement très présent dans ces enjeux au niveau international, a montré toutes les limites de l'exercice en refusant par un vote en séance plénière d'aborder la situation de la liberté de la presse en Italie.

La péninsule balkanique continue d'inquiéter et enregistre de sensibles évolutions. **Le Monténégro** (-27), **la Macédoine** (-34), **la Serbie** (-23) et **le Kosovo** (-17) constituent les baisses les plus significatives. Si les réformes législatives exigées pour l'entrée dans l'UE ont été adoptées dans la plupart des pays balkaniques, leur mise en œuvre reste embryonnaire, pour ne pas dire inexistante. Le contrôle des médias publics ou privés par l'utilisation calculée des budgets publicitaires institutionnels, la collusion entre les mondes politique et judiciaire rendent le travail des journalistes de plus en plus difficile. En situation de précarité, prise en étau entre la violence des groupes ultranationalistes et des autorités qui ne se sont pas défaits des vieux réflexes de l'ère communiste, une part croissante des journalistes cède à une autocensure calculée ou à un journalisme mercenaire, plus rémunérateur, mais qui ruine peu à peu la crédibilité de la profession. Gangrenés par les activités mafieuses qui renforcent chaque année leur emprise financière dans le secteur des médias, les titres indépendants livrent un combat permanent qui mériterait une attention plus soutenue de la part des voisins européens.

Aux portes de l'Europe, **Turquie** et **Ukraine** connaissent des positions historiquement basses, la première (138^e) se trouvant séparée de la Russie (140^e) par la seule **Ethiopie** (139^e). Des glissements

qui s'expliquent, pour **la Turquie**, par la multiplication frénétique des poursuites, incarcérations, condamnations de journalistes. Parmi eux, nombre de médias et de professionnels, soit kurdes, soit abordant la question kurde. **L'Ukraine** paie les multiples atteintes à la liberté de la presse qui ont touché de plein fouet le pays depuis le mois de février 2010 et l'élection de Viktor Ianoukovitch à la tête de l'État. De tous ordres, ces violations ont initialement été traitées avec indifférence par les autorités locales. Mais, plus grave encore, la censure a signé son retour, tout particulièrement dans le secteur audiovisuel, et de graves conflits d'intérêt menacent le pluralisme de la presse.

La Russie remonte pour retrouver une place (140^e) plus semblable aux années précédentes, après l'exception de 2009, marquée par les assassinats de plusieurs journalistes et défenseurs des droits de l'homme. En vérité, le pays n'enregistre aucun progrès. Le système demeure toujours aussi verrouillé et l'impunité règne sans partage dans les cas de violence contre les journalistes.

En Asie centrale, le constat est amer. En plus du **Turkménistan** qui, à la 176^e place, campe toujours parmi les pires États au monde en matière de libertés (seule la presse officielle y est tolérée, encore est-elle fréquemment « purgée »), le **Kazakhstan** (162^e) et le **Kirghizstan** (159^e) se sont dangereusement rapprochés de **l'Ouzbékistan**, stable à 163^e place. Almaty s'est illustrée par de récurrentes atteintes aux droits de la presse et des journalistes, l'année même où président l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le pays ne pouvait qu'être l'objet d'une attention accrue. Malgré de multiples appels, les autorités n'ont pas cru bon de remédier aux dysfonctionnements qui pèsent sur l'activité des médias, ni de relâcher Ramazan Eserguepov, maintenu en prison pour des raisons politiques. Le voisin kirghize a accompagné cette descente vers les profondeurs du classement, à la défaveur du changement de pouvoir du mois d'avril et des troubles interethniques de juin. Quant à l'Ouzbékistan, le noyau de journa-

Reporters sans frontières
assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 67
Fax : 33 1 45 23 11 51
europe@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

listes indépendants qui se refuse à baisser les bras est entré dans la ligne de mire des autorités judiciaires.

Les documentaristes, comme les journalistes populaires ont eux aussi été victimes de la paranoïa du régime. Le tout, dans l'indifférence des Etats européens, trop soucieux de sécurité énergétique pour s'élever contre des pratiques scandaleuses, violant tous les engagements internationaux pris par les États centrasiatiques.

Enfin, la situation est morne et stable au

Belarus, déchiré entre deux allégeances, l'une à Moscou, l'autre à l'UE, et pris dans un jeu de balancier entre ces deux puissances. Le régime ne fait aucune concession à la société civile et continue, à l'approche de l'élection présidentielle de décembre prochain, de mettre la pression sur les quelques médias indépendants du pays.

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 67
Fax : 33 1 45 23 11 51
europe@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Maghreb et Moyen-Orient



Des tendances à la baisse qui se confirment

La baisse du **Maroc** (-8 places) reflète une crispation des autorités sur des questions relatives à la liberté de la presse, que l'on commence à observer dès 2009. La condamnation d'un journaliste à un an de prison ferme (il purgera huit mois), la fermeture arbitraire d'un journal, l'asphyxie financière orchestrée par les autorités d'un autre journal... autant de pratiques qui expliquent le recul de la position du Maroc dans le classement.

Même constat pour **la Tunisie** (-10) qui passe de la 154^e place à la 164^e (la Tunisie avait déjà perdu 9 places entre 2008 et 2009). Le pays continue sa chute dans les profondeurs du classement du fait de la politique de répression systématique mise en place par les autorités de Tunis à l'égard de toute personne qui exprime une idée contraire à celle du régime.

L'adoption de l'amendement de l'article 61bis du code pénal est particulièrement inquiétante dans la mesure où elle conduit à criminaliser tout contact avec des organisations étrangères qui, à terme, nuiraient aux intérêts économiques de la Tunisie.

Situation identique en **Syrie** (-8) et au **Yémen** (-3) où la liberté de la presse se réduit comme peau de chagrin. Les détentions arbitraires continuent à être de mise, tout comme le recours à la torture.

De son côté, **l'Iran** conserve sa place en bas du classement. La répression qui s'est abattue sur les journalistes et les net-citoyens au lendemain de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009 n'a fait que se renforcer en 2010.

Une amélioration relative dans quelques pays

Au premier abord, les progressions constatées entre le classement 2009 et celui de 2010 traduisent des améliorations. Toutefois, il est important de souligner combien la situation avait été préoccupante en 2009. En ceci, 2010 consacre plutôt un retour à l'équilibre antérieur, sans pour autant de progrès significatifs dans ces pays.

Tel est le cas d'**Israël** hors territoire qui «gagne» 18 places dans le classement, passant de la 150^e à la 132^e place. L'année 2010 n'a pas été exempte de violations de la liberté de la presse de la part de l'armée israélienne, comme peuvent en témoigner les cas de journalistes étrangers arrêtés sur la flottille en mai 2010, ou les journalistes palestiniens, cibles régulières de tirs de soldats de Tsahal. Ou encore l'accrochage au Sud-Liban au cours duquel un journaliste libanais a trouvé la mort en août dernier. Toutefois, 2010 est sans commune mesure avec 2009 au début de laquelle s'était déroulée l'opération «Plomb durci» : six journalistes avaient trouvé la mort, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions, et au moins trois bâtiments abritant des médias avaient été pris pour cibles.

Même constat pour les **Territoires palestiniens** qui gagnent 11 places dans le classement 2010 (150 au lieu de 161^e). Les violations de l'année écoulée sont simplement «moins graves» qu'en 2009, même si les journalistes et médias continuent à faire les frais du bras de fer engagé entre le Hamas et le Fatah.

En **Algérie**, le nombre de procès intentés contre les journalistes a sensiblement diminué, ce qui explique la progression de 8 places dans le classement. Entre 2008 et

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 78
Fax : 33 1 45 23 11 51
moyen-orient@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Maghreb et Moyen-Orient

2009, le pays avait chuté de 20 places en raison de la multiplication des actions judiciaires.

L'Irak a gagné 15 places (130^e), du fait d'une amélioration sensible des conditions de sécurité dans le pays et ce malgré le fait que trois journalistes aient été tués entre le 1er septembre 2009 et le 31 août 2010, dont deux assassinés. Depuis, trois morts en moins d'un mois... le retrait des forces américaines combattantes en Irak fin août marque nécessairement le début d'une nouvelle ère. La sécurité des citoyens, et en particulier celle des journalistes, ne doit pas en pâtir.

Des chutes dans le Golfe persique

Le Bahreïn connaît un recul de sa position dans le classement, passant de la 119^e à la 144^e place, qui s'explique par la multiplication des emprisonnements et des procès, notamment contre les blogueurs et les net-citoyens.

Une autre baisse importante est celle du **Koweït** qui perd 27 places, passant de la 60^e à la 87^e place, du fait notamment de l'acharnement des autorités koweïtiennes à l'encontre de l'avocat et blogueur Mohammed Abdel Qader Al-Jassem, incarcéré à deux reprises suite à des plaintes déposées par des personnalités proches du régime. Ceci contredit la volonté des autorités de donner l'image d'être la première démocratie du Golfe.

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 78
Fax : 33 1 45 23 11 51
moyen-orient@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus de dix places

↑ Evolution de moins de dix places

Classement mondial de la liberté de la presse 2010

Rang	Pays	Note	
1	Finlande	0,00	=
-	Islande	0,00	↑
-	Norvège	0,00	=
-	Pays-Bas	0,00	↑
-	Suède	0,00	=
-	Suisse	0,00	↑
7	Autriche	0,50	↑
8	Nouvelle-Zélande	1,50	↑
9	Estonie	2,00	↓
-	Irlande	2,00	↓
11	Danemark	2,50	↓↓
-	Japon	2,50	↑
-	Lituanie	2,50	↓
14	Belgique	4,00	↓
-	Luxembourg	4,00	↑
-	Malte	4,00	↓
17	Allemagne	4,25	↑
18	Australie	5,38	↓
19	Royaume-Uni	6,00	↑
20	Etats-Unis (territoire américain)	6,75	=
21	Canada	7,00	↓
-	Namibie	7,00	↑↑
23	Hongrie	7,50	↑
-	République tchèque	7,50	↑
25	Jamaïque	7,67	↓
26	Cap-Vert	8,00	↑↑
-	Ghana	8,00	↑
-	Mali	8,00	↑
29	Costa Rica	8,08	↑
30	Lettonie	8,50	↓↓
-	Trinidad et Tobago	8,50	↓
32	Pologne	8,88	↑
33	Chili	10,50	↑
34	Hong-Kong	10,75	↑↑
35	Slovaquie	11,50	↑
-	Surinam	11,50	↑

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus de dix places
↓↓

↑ Evolution de moins de dix places
↓

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	
37	Uruguay	11,75	↓
38	Afrique du Sud	12,00	↓
39	Espagne	12,25	↑
40	Portugal	12,36	↓↓
41	Tanzanie	13,00	↑↑
42	Corée du Sud	13,33	↑↑
-	Papouasie Nouvelle Guinée	13,33	↑↑
44	France	13,38	↓
45	Chypre	13,40	↓↓
46	Slovénie	13,44	↓
47	Bosnie-Herzégovine	13,50	↓
48	Taiwan	14,50	↑↑
49	Burkina Faso	15,00	↑
-	Italie	15,00	=
51	El Salvador	15,83	↑↑
52	Maldives	16,00	↓
-	Roumanie	16,00	↓
54	Paraguay	16,25	=
55	Argentine	16,35	↓
56	Haïti	16,38	↑
57	Organisation des États de la Caraïbe de l'Est	16,50	
58	Brésil	16,60	↑↑
59	Guyana	16,63	↓↓
60	Togo	17,00	↑
61	Chypre (partie Nord)	17,25	↓↓
62	Botswana	17,50	=
-	Croatie	17,50	↑↑
64	Bhoutan	17,75	↑
65	Maurice	18,00	↓↓
-	Seychelles	18,00	↑
67	Guinée-Bissau	18,25	↑↑
68	Macédoine	18,40	↓↓
69	République centrafricaine	18,50	↑↑
70	Bénin	19,00	↑
-	Bulgarie	19,00	↓
-	Comores	19,00	↑↑
-	Grèce	19,00	↓↓
-	Kenya	19,00	↑↑
75	Moldavie	19,13	↑↑
76	Mongolie	19,42	↑↑
77	Guatemala	20,25	↑↑
78	Liban	20,50	↓↓
79	Malawi	21,00	↓↓
80	Albanie	21,50	↑



↑↑ Évolution de plus de dix places

↑ Evolution de moins de dix places

↓

Rang	Pays	Note	
81	Panama	21,83	↓↓
82	Zambie	22,00	↑↑
83	Nicaragua	22,33	↓
84	Liberia	22,50	↓↓
85	Serbie	23,00	↓↓
86	Israël (territoire israélien)	23,25	↑
87	Emirats arabes unis	23,75	↓
-	Koweït	23,75	↓↓
-	Tonga	23,75	
90	Lesotho	24,00	↑
91	Sierra Leone	24,25	↑↑
92	Kosovo	24,83	↓↓
93	Sénégal	25,00	↓
-	Timor-Leste	25,00	↓↓
95	Mauritanie	25,38	↑
96	Ouganda	25,50	↓↓
97	République dominicaine	26,13	↑
98	Mozambique	26,50	↓↓
99	Etats-Unis (hors territoire américain)	27,00	↑
-	Géorgie	27,00	↓↓
101	Arménie	27,50	↑↑
-	Equateur	27,50	↓↓
103	Bolivie	28,13	↓
104	Angola	28,50	↑↑
-	Montenegro	28,50	↓↓
-	Niger	28,50	↑↑
107	Gabon	28,75	↑↑
108	Burundi	28,88	↓
109	Pérou	30,00	↓↓
110	Djibouti	30,50	=
111	Samoa	33,00	nc
112	Tchad	33,17	↑↑
113	Guinée	33,50	↓↓
114	Congo	33,60	↑
115	Tadjikistan	34,50	↓
116	Madagascar	34,88	↑↑
117	Indonésie	35,83	↓↓
118	Côte d'Ivoire	36,00	↓↓
119	Népal	36,38	↓
120	Jordanie	37,00	↓
121	Qatar	38,00	↓↓
122	Inde	38,75	↓↓
123	Zimbabwe	39,50	↑↑
124	Oman	40,25	↓↓
125	Gambie	40,50	↑↑

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus de dix places
↓↓

↑ Evolution de moins de dix places
↓

Rang	Pays	Note	
126	Bangladesh	42,50	↓
127	Egypte	43,33	↑↑
128	Cambodge	43,83	↓↓
129	Cameroun	44,30	↓↓
130	Irak	45,58	↑↑
131	Ukraine	46,83	↓↓
132	Israël (hors territoire israélien)	47,00	↑↑
133	Algérie	47,33	↑
-	Venezuela	47,33	↓
135	Maroc	47,40	↓
136	Mexique	47,50	↑
-	Singapour	47,50	↓
138	Turquie	49,25	↓↓
139	Ethiopie	49,38	↑
140	Russie	49,90	↑↑
141	Malaisie	50,75	↓↓
142	Brunei	51,00	↑↑
143	Honduras	51,13	↓↓
144	Bahreïn	51,38	↓↓
145	Colombie	51,50	↓↓
-	Nigeria	51,50	↓↓
147	Afghanistan	51,67	↑
148	République démocratique du Congo	51,83	↓
149	Fidji	52,75	↑
150	Territoires palestiniens	56,13	↑↑
151	Pakistan	56,17	↑
152	Azerbaïdjan	56,38	↓
153	Thaïlande	56,83	↓↓
154	Bélarus	57,00	↓
155	Swaziland	57,50	↓↓
156	Philippines	60,00	↓↓
157	Arabie saoudite	61,50	↑
158	Sri Lanka	62,50	↑
159	Kirghizstan	63,00	↓↓
160	Libye	63,50	↓
161	Somalie	66,00	↑
162	Kazakhstan	68,50	↓↓
163	Ouzbékistan	71,50	↓
164	Tunisie	72,50	↓↓
165	Viêt-nam	75,75	↑
166	Cuba	78,00	↑
167	Guinée équatoriale	79,00	↓
168	Laos	80,50	↑
169	Rwanda	81,00	↓↓
170	Yémen	82,13	↓

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus de dix places

↑ Evolution de moins de dix places

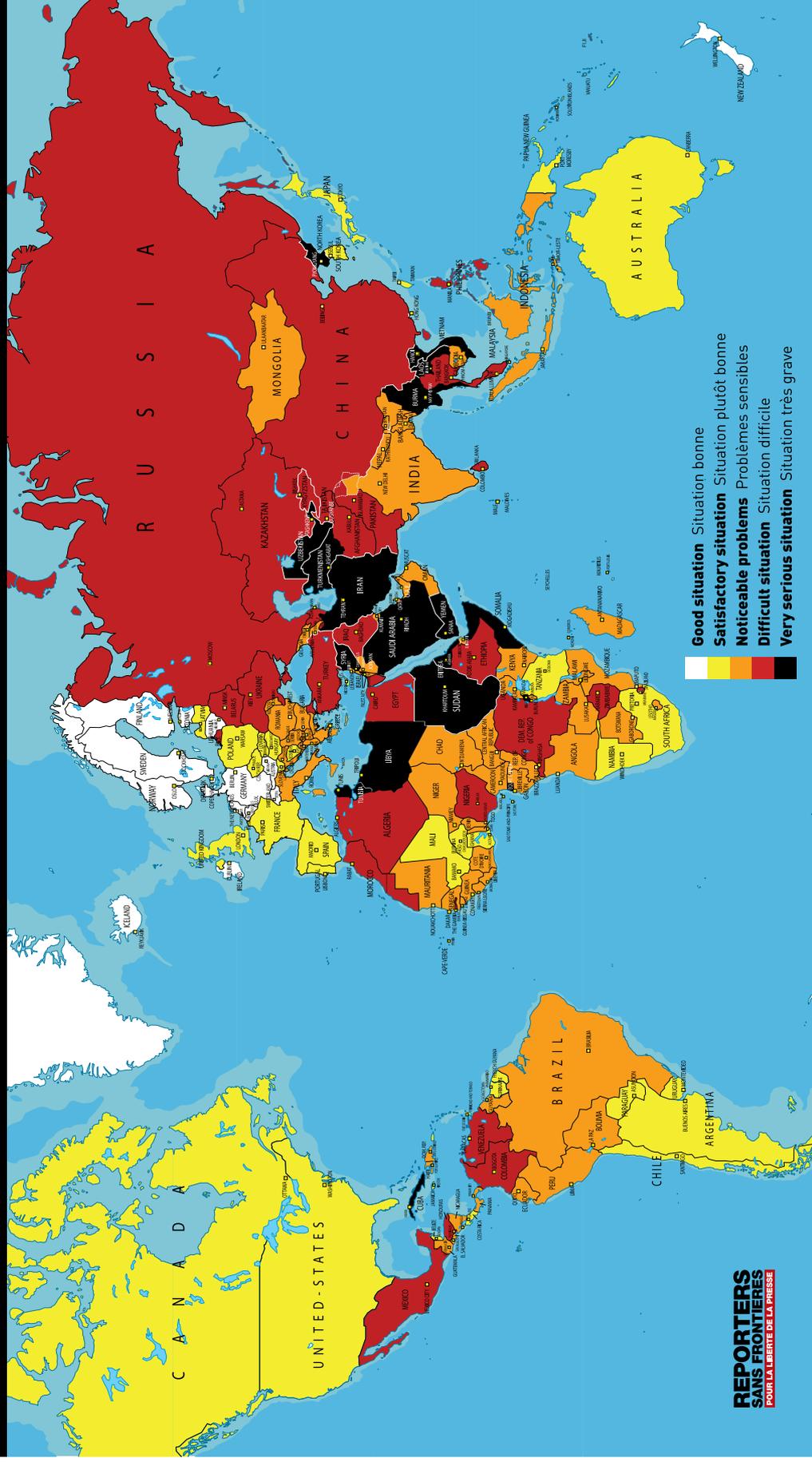
Rang	Pays	Note	
171	Chine	84,67	↓
172	Soudan	85,33	↓↓
173	Syrie	91,50	↓
174	Birmanie	94,50	↓
175	Iran	94,56	↓
176	Turkménistan	95,33	↓
177	Corée du Nord	104,75	↓
178	Erythrée	105,00	↓

Reporters sans frontières

assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte neuf bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Vienne et Washington DC) et plus de 140 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 84
Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

FREEDOM OF THE PRESS WORLDWIDE IN 2011



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE EN 2011